



**Bureau International pour le Respect
Des Droits Humains au Sahara Occidental**
**Oficina Internacional para el Respeto de
Los Derechos Humanos en el Sahara Occidental**
**International Bureau for the Respect of
Human Rights in Western Sahara**

COMMUNIQUE URGENT

Alors qu'une mission du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU se trouve à El Ayoun depuis mardi 16 mai, pour enquêter sur les violations des droits humains au Sahara Occidental occupé par le Maroc (pour la première fois depuis 30 ans), les autorités marocaines n'ont pas hésité à poursuivre leur répression contre les citoyens sahraouis.

Mercredi 17 mai, alors que la délégation de l'ONU recevait à l'hôtel Parador des représentants des différentes associations sahraouies des droits humains, de graves événements se produisaient dans la ville d'El Ayoun. Une manifestation (prévue la veille, mais reportée pour éviter les provocations) a été violemment réprimée par les forces de sécurité marocaines, provoquant des dizaines de blessés et d'arrestations. Dans le même temps, trois défenseurs sahraouis des droits de l'homme qui venaient de rencontrer la mission de l'ONU, Bachir Lekhvaounni, Daha Rahmouni et Mohamed Fadel El Hairech étaient arrêtés par les forces de police à leur sortie de l'hôtel, et relâchés quelques heures plus tard. Alors que le Collectif des Défenseurs Sahraouis des droits de l'homme interpellait vers 17h15 la délégation onusienne sur les violations des droits humains qui étaient en train de se produire quelques rues plus loin, les invitant à venir le constater sur le terrain, les membres de la mission auraient signalé qu'ils n'avaient pas de mandat pour sortir de l'Hôtel et constater la répression. D'autre part, aujourd'hui, 18 mai, Mohamed Fadel Elhairach (qui a été reçu hier par la mission du Haut Commissariat, et son frère Bechraya, ont été arrêtés vers 18h. Ce matin, les autorités marocaines ont empêché le Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'homme de se rendre à la réunion convenue hier avec la Mission.

Devant cette situation intolérable, le **Bureau International pour le Respect des Droits Humains au Sahara Occidental (BIRDHSO)**

- proteste énergiquement contre la répression dont sont victimes les citoyens sahraouis pacifiques qui réclament la fin des violations des droits de l'homme et le respect de leur droit à l'autodétermination;
- s'indigne de l'attitude passive des Nations Unies qui, alors qu'elles devraient défendre la population civile sahraouie, se tait et reste impuissante.

Le BIRDHSO appelle solennellement le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU à intervenir immédiatement auprès des autorités marocaines pour que cette situation dramatique cesse. Que les Nations Unies dénoncent une fois pour toutes les violations des droits humains perpétrées par l'Etat marocain au Sahara Occidental (Détenions arbitraires, torture, disparition forcée...) et fassent respecter dans cette région du monde le Droit International.

Le BIRDHSO demande aux Etats Démocratiques, aux Organisations internationales de Défense des droits Humains et à toutes les personnes éprises de liberté d'intervenir urgemment auprès Nations Unies, pour qu'elles jouent leur rôle de défenseur du droit et du respect des droits humains.

Vous pouvez envoyer des courriers électroniques à:

- M. Christophe Girod, Président de la Délégation du Haut Commissariat des Droits de l'Homme au Sahara Occidental: cgirod@ohchr.org
- Mme Louise Arbour, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme: tb-petitions@ohchr.org

Genève, le 18 mai 2006

Case Postale 474 1211 GENEVE 4 (SUISSE)
Tél. et fax : ++41.22.320.65.50 E-mail : birdhso@birdhso.org
Compte de Chèque Postal: CCP 12-12461-0
Compte bancaire : Union de Banques Suisse 279-C3117839.0 1205 GENEVE